



L'Afghanistan, plaque tournante des enjeux sécuritaires du sud de l'Asie Centrale

Mémoire présenté par le CDT Abdul-Basset

RAHIMI

Sous la direction de Monsieur Philippe

RICHARDOT

Paris

2017 – 2018

Résumé du mémoire

L'Afghanistan occupe une position géostratégique majeure en plein cœur de l'Asie centrale. En 1747, Ahmad Shah Durrani unifie les tribus pachtounes et fonde l'Afghanistan. Le pays sert par la suite de territoire tampon entre les Empires britannique et russe durant ce que nous appelons le Grand Jeu. En 1979, l'Union soviétique envahit le pays afin de soutenir le régime communiste afghan, menacé par les Moujahidines. La guerre civile se poursuit puis se solde par la prise de Kaboul en 1996 et la victoire des Taliban, mouvement islamiste soutenu par le Pakistan. Suite aux attaques du 11 septembre 2001, une coalition internationale menée par les États-Unis renverse les Taliban. Malgré les tentatives politique visant à la stabilisation du pays, les Taliban demeurent un sérieux défi pour le gouvernement afghan et ce, dans presque toutes les provinces.

En raison des convoitises qu'il a suscitées et des rivalités dont il a fait l'objet au cours de son histoire, l'Afghanistan a ainsi été le théâtre d'ingérences et d'interventions étrangères. L'ingérence politique et stratégique des Russes et des Anglais dans les affaires intérieures afghanes, ceux-ci cherchaient sans doute à imposer leur mode de vie et leur modèle de société aux populations afghanes. Les Afghans ont résisté de différentes manières à tous ces types d'interventions étrangères, pour défendre leur territoire et préserver leurs valeurs identitaires contre les modèles de société importées et imposées.

Durant les quarante dernières années, l'absence d'un gouvernement central fort a sans doute favorisé les antagonismes ethniques et a créé les conditions propices à l'ingérence étrangère. Suite au coup d'État communiste en 1978, puis l'invasion soviétique en 1979 et ensuite la guerre civile entre les différentes factions Afghanes durant quelques années et finalement la domination des groupes totalitaires, les Afghans espéraient un changement positif suite à l'intervention de la communauté internationale fin 2001, portant les valeurs universelles dans les différents domaines.

MOTS CLEs : Communiste, Moudjahidin, les Taliban, les rivalités, faction, ingérence, intervention.

Summary of dissertation

Afghanistan occupies a major geostrategic position in the heart of Central Asia. In 1747, Ahmad Shah Durrani unifies the Pashtun tribes and founds Afghanistan. The country then serves as a buffer between the British and Russian empires during what we call the Great Game. In 1979, the Soviet Union invaded the country to support the Afghan communist regime, threatened by the Mujahideen. The civil war continues and ends with the capture of Kabul in 1996 and the victory of the Taliban, an Islamist movement backed by Pakistan. Following the attacks of 11 September 2001, an international coalition led by the United States overthrows the Taliban. Despite political attempts to stabilize the country, the Taliban remains a serious challenge for the Afghan government in almost every province.

Due to the desires and rivalries that it has witnessed throughout its history, Afghanistan has often been the scene of interference and foreign intervention. During political and strategic interference of the Russians and the British in the Afghan internal affairs, these countries sought to impose their way of life and their model of society to the Afghan populations. Afghans have resisted against all these kinds of foreign interventions, and managed to defend their territory and preserve their identity values against imported and imposed patterns of society.

During the past forty years, the absence of a strong central government has undoubtedly fostered ethnic antagonisms and created the conditions for foreign interference. Following the communist coup in 1978, then the Soviet invasion in 1979, the civil war between the various Afghan factions for a few years, and finally the domination of totalitarian groups, the Afghans were hoping for a positive change following the intervention of the international community at the end of 2001, bringing universal values in various fields.

KEYWORDS: Communist, Mujahideen, Taliban, Rivalry, Faction, Interference, Intervention

AVERTISSEMENT

Les idées et opinions émises dans ce mémoire n'engagent que la responsabilité de son auteur et ne reflètent en aucun cas celles du directeur de séminaire ou des

Écoles militaires de PARIS

REMERCIEMENTS

J'adresse mes remerciements les plus sincères à toutes les personnes qui ont de près ou loin participé à la réalisation de ce mémoire.

En achevant ce travail, nous tenons à remercier particulièrement M Philippe Richardot qui a bien voulu être notre Directeur de mémoire et qui est resté disponible durant tout le long du travail par ses remarques, corrections et suggestions.

SOMMAIRE

Introduction

Chapitre I – Les divers problèmes de sécurité et Afghanistan

Section I – Les origines

Section II – L'identité traditionnelle afghane

Section III – La faiblesse de l'État

Section IV - La pauvreté, le Chômage et la corruption

Section V - Les Taliban

Section VI – Les contraintes géographiques et politiques internes

Chapitre II – Succès et échecs de la Coalition Internationale et perception de leur présence par la population afghane

Section I – Succès et échecs de la coalition internationale

Section II – Perception de la présence étrangère par la population afghane

Section III- Les conséquences d'un abandon éventuel

Chapitre III – L'action des pays voisins sur l'Afghanistan et les solutions de sortie de crise

Section I – L'action des pays voisins sur l'Afghanistan

Section II – Les solutions de sortie de crise

Conclusion

Introduction

L'Afghanistan, situé sur la route de nouveaux enjeux régionaux, fait l'objet de convoitise de la part des États voisins. Le pays constitue le verrou de l'Asie centrale, une voie de passage obligée afin d'acheminer les hydrocarbures de cette région. Ces enjeux nourrissent en partie; le chaos sécuritaire et politique. Celle-ci explique la présence des enjeux sécuritaires au sud de l'Asie centrale. La spécificité des enjeux sécuritaire au sud de l'Asie Centrale sont : l'interférence des puissances régionales, l'action des pays voisins contre la présence occidentale dans le pays, le narcotrafic, la présence des réseaux terroristes comme Daech et les Taliban, mais aussi les tensions ethniques. Leurs objectifs sont au moins la déstabilisation de l'Afghanistan voire des cinq pays d'Asie centrale, au mieux le renversement du pouvoir afghan soutenu par les Occidentaux et la déstabilisation des pays d'Asie Centrale, mais aussi la création d'une armée d'insurrection contre les intérêts afghans et internationaux notamment occidentaux et enfin la création de terroristes capables d'opérer dans le monde entier, comme les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique.

Il est vraiment important de connaître ces enjeux sécuritaires et l'ennemi que nous combattons et que nous allons combattre dans mon pays, car ces enjeux sont considérables et nous devons les prendre en compte car si nous ne finissons pas avec les problèmes qu'ils créent, je suis certain qu'ils se poseront à tous les pays du monde que ce soit en Amérique, en Europe mais aussi dans le continent asiatique.

Je me suis intéressé à ce sujet parce qu'il est important dans l'histoire contemporaine de l'Afghanistan. De plus, c'est un sujet qui intéresse l'Occident car les Occidentaux sont toujours présents militairement dans le conflit afghan. Enfin, en tant qu'officier supérieur de l'armée nationale afghane, ce sujet peut m'aider à bien comprendre les problèmes internes et externes de mon pays. Aujourd'hui, notre problème est lié à ces enjeux sécuritaires. Ces enjeux ne peuvent toutefois pas être considérés comme appartenant à une organisation unique ou un pays. Il existe en effet de nombreuses mouvances plus ou moins liées donc ces mouvances sont soutenues par certaines organisations voire par certains pays.

Aujourd'hui, l'Afghanistan est au cœur des enjeux stratégiques des grandes puissances de ce monde. Ce pays est situé au carrefour des civilisations. Cette position géographique en fait un territoire stratégique. Les voisins du pays ont toujours eu intérêt à se mêler des affaires

afghanes pour avancer leurs pions sur l'échiquier régional. L'ingérence de certains de ses voisins proches, notamment le Pakistan, a véritablement désorganisé les structures sociales du pays. L'Afghanistan est un pays marqué par un phénomène d'ultra-conflictualité, son sol et son peuple ont subi de nombreux épisodes guerriers, des générations entières ont connu la guerre. Cette histoire conflictuelle a eu pour conséquence une certaine instabilité politique, une forte insécurité et un effacement de la structure étatique. Pays pauvre dont l'économie est majoritairement d'origine agricole, les trafics en tout genre représentent une économie parallèle conséquente. C'est un pays où les trafiquants sont nombreux et influents. Le trafic d'armes est aussi très présent sur le sol afghan. Ces différents trafics renforcent les éléments majeurs de l'instabilité dans le pays. C'est un pays complexe. Pour tenter de régler les problématiques qui l'agitent aujourd'hui et trouver des solutions, il faut prendre en compte tous les éléments qui font l'identité du pays.

Pourquoi l'Afghanistan est-elle la plaque tournante des enjeux sécuritaires au sud de l'Asie Centrale et dans toute la région ?

La première partie porte sur les origines et aux objectifs des divers problèmes de sécurité en Afghanistan. La deuxième partie s'intéresse aux succès et aux échecs de la Coalition Internationale, la perception de leur présence par la population afghane et la conséquence de l'abandon. La troisième partie constate l'action des pays voisins sur l'Afghanistan et les solutions de sortie de crise.

Chapitre I – Les divers problèmes de sécurité et Afghanistan

Section I – Les origines

L'Afghanistan a une population diverse, composée de peuples que l'on trouve dans les Indes britanniques (*Pachtounes, Baloutches*) mais aussi sur le sol afghan et de peuples centrasiatiques (*Tadjiks, Ouzbeks, Turkmènes et Hazaras*) que l'on trouve aussi en Afghanistan avec des cultures et des langues différentes. Le territoire a été divisé entre les ethnies au niveau de géographie donc nous trouvons les Tadjiks au nord, au centre et à l'ouest alors que les pachtounes à l'est et au sud ; les Hazaras dans les régions centrales et enfin les ouzbeks au nord du pays. Cependant ces frontières ethniques n'empêchent pas les passages de l'un et l'autre au niveau géographique.

Les origines de différentes tensions dans le pays « la guerre » est un enjeu majeur pour les pays d'Asie centrale. Ces tensions amènent plusieurs puissances régionale et internationale à étendre leurs influences. Les relations entre l'Asie centrale post-soviétique et l'Afghanistan sont anciennes. Elles remontent à ce que l'on appelle le Grand Jeu, expression de Rudyard Kipling¹. Le Grand Jeu renvoie à la rivalité entre les Britanniques et les Russes à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle. Les premiers cherchaient à sécuriser le *Raj britannique* : « un régime colonial britannique que connaît le sous-continent indien de 1858-1947 », au nord face à l'avancée des soviétiques poussant toujours vers le sud. Finalement, ce qui est l'Asie centrale actuelle sera intégré à l'Empire russe, l'Inde restera britannique jusqu'en 1947 et un État tampon sera reconnu par les deux puissances coloniales qu'est l'Afghanistan.

Le coup d'État communiste « la révolution de *Saur* » le 12 avril 1978 fait basculer le pays dans un abîme social et politique duquel il a du mal à s'extraire². Cependant, lorsque l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) envahit l'Afghanistan en 1979, une résistance se met en place, parfois avec le soutien de populations étrangères, mais surtout de nombreux groupes locaux, démocratiques et islamistes modérés soutenu par l'occident notamment des américains pour la revanche de la guerre de Vietnam. Ceux-ci se basent largement sur des ethnies dans les différentes régions du pays et les chefs de résistance se démarquent vite. Le *Jamiat-e-Islami* dirigé par le Burhanuddin Rabbani et son chef militaire

¹ Journaliste et romancier anglais de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle.

² Le parti démocratique populaire d'Afghanistan renverse le régime du président Daoud Khan.

le Commandant Ahmad Chah Massoud³. L'autre grand mouvement est le *Hezb-e-Islami* dirigé par Gulbuddin Hekmatyar⁴. Après la fin de l'invasion soviétique en 1988, la guerre civile s'ensuit entre le Docteur Najibullah Ahmadzai, président de la République afghane qui est au pouvoir face aux *Moudjahidine* qui a combattu l'Armée rouge jusqu'à la prise de pouvoir des Taliban en 1996. Cette guerre civile intervient à un moment crucial, la période d'indépendance des pays d'ex-URSS.

À ce moment-là en Asie centrale l'Ouzbékistan déclare la guerre aux islamistes sur son territoire, tandis que le Tadjikistan sombre dans une guerre civile opposant le dirigeant Emomali Rahmonov à une union démocrate et islamiste, soutenue par l'Alliance du Nord, en particulier par le Burhanuddin Rabbani et le commandant Massoud. Le soutien de Massoud aux islamistes tadjiks cessera lorsqu'il aura besoin de l'aide russe contre les Taliban. Finalement, le Tadjikistan parvient à un compromis et une paix durable. Alors que la guerre continue toujours en Afghanistan. En même temps le Turkménistan a besoin d'un voisin du sud stable pour la construction d'un oléoduc transportant les hydrocarbures de la Caspienne jusqu'au Pakistan et l'Inde, via le port de *Turkmenbachy* et bien sûr l'Afghanistan. Ainsi, le Turkménistan s'est rapproché du pouvoir des Taliban qui dirigent une grande partie du territoire et garde des relations cordiales avec eux, mais en 2001 suite à l'invasion américaine la situation change complètement dans la région.

³ *Jamiat-e-Islami* est un parti politique puissant dirigé par Salahuddin Rabbani qui a succédé son père Burhanuddin Rabbani suite à sa mort.

Burhanuddin Rabbani est le fondateur et le chef du parti politique « *Jamiat-e-Islami* », l'un des partis importants de la résistance afghane contre les soviétiques puis président d'Afghanistan de 1992-1996, il dirigeait le Haut Conseil pour la paix, chargé de trouver une issue négociée à la guerre, a été tué dans une attaque suicide.

Commandant Ahmad Shah Massoud était responsable de la branche militaire du parti politique « *Jamiat-e-Islami* », il est surnommé le lion du Panjshir, assassiné dans un attentat suicide le 09 septembre par Al-Qaïda.

⁴ *Hezb-e-Islami* est un parti politique dirigé par Gulbuddin Hekmatyar.

Gulbuddin Hekmatyar est le chef du parti politique « *Hezb-e-Islami* », ancien premier ministre du Burhanuddin Rabbani, après 20 ans d'absence, l'ex-chef de guerre a signé un accord de paix avec le gouvernement.

Section II – L'identité traditionnelle afghane

Les Afghans constituent un peuple très croyant, mais leur croyance est de caractère traditionnel. En effet, dès l'arrivée de l'islam dans cette région, la culture et l'identité culturelle de ce peuple aux influences de multiples civilisations ont fondamentalement changé. L'Islam devient alors une partie indissociable de l'identité afghane. L'Islam a en effet joué un rôle fondamental dans l'histoire de ce pays depuis sa naissance en 1747 jusqu'au aujourd'hui. Dans l'histoire de ce pays, les diversités ethniques et linguistiques ont toujours coexisté. Comme dans toute société multiculturelle et multiethnique, la confrontation régulière des intérêts entre les groupes favorise l'ingérence de puissances étrangères dans les querelles internes. Compte tenu de son importance géopolitique, le pays a constamment été la cible d'attaques et d'interventions étrangères exploitant les divergences ethniques et culturelles existantes. De plus, l'appartenance à une ethnie fait partie inséparable de l'identité traditionnelle de l'individu et qui génère très rarement des conflits.

La société afghane depuis la création de l'État afghan, la légitimité était fondée à l'origine sur des considérations ethniques et tribales. Cette contradiction permanente entre l'emprise de la région associée au désir de respect des coutumes d'une part, et la modernité d'autre part constitue un facteur déterminant dans le rejet de réformes engagées par les autorités depuis l'indépendance en 1919. Les Afghans, sans distinction, sont fiers de leurs traditions et de leurs histoires. Chaque afghan s'identifie d'abord à sa tribu et à son groupe ethnique qui définit ses intérêts, le situant par rapport aux autres groupes. Il ne peut vivre en dehors ou en opposition à sa communauté d'appartenance, car s'il refusait les règles communautaires, il serait exclu du groupe. À la différence d'autres nations qui se sont montrées prêtes à reconsidérer leur attachement à une certaine tradition au profit de leur modernisation et à la démocratisation de leurs institutions, et malgré une sympathie apparente manifestée en faveur d'autres civilisations, les Afghans sont demeurés très attachés à leur propre mythe traditionnel, qui les empêche de dépasser les obstacles présents.

Section III – La faiblesse de l'État

L'Afghanistan avait progressé depuis décembre 2001 après une génération de conflits qui avait laissé le pays dévasté, mais un regain récent de la violence a stoppé le progrès en grande partie et a provoqué un retour en arrière dans certains secteurs. L'insécurité croissante et le retour de la violence, l'inaccessibilité à l'emploi, poussent la population à se déplacer. Les éléments antigouvernementaux, combinés aux conflits entre factions, tribaux et communautaires entretiennent tous l'instabilité. La faiblesse de l'État de droit, la corruption, le trafic de drogues et l'incapacité à protéger la population civile, leurs droits humains fondamentaux dans de nombreuses régions et l'incapacité restent une source importante d'inquiétude. De plus, le secteur privé et la société civile sont toujours fragiles, bien que la croissance économique du pays soit stable.

L'Afghanistan supporte les faiblesses des institutions politiques nouvellement créées suite aux accords de Bonn signé en décembre 2001, qui avait prévu la mise en place d'un gouvernement avec des nombreuses institutions⁵. Toutefois, beaucoup de progrès ont été réalisés ces dernières années en termes d'accès aux soins de santé, d'éducation, des droits de l'homme et les médias mais, cependant le budget national dans une grande partie financé par des donateurs internationaux, seulement 48% du budget de fonctionnement est mobilisé localement. Cela souligne la nécessité pour la communauté internationale de continuer à soutenir l'Afghanistan.

Le manque des gens compétents au sein des institutions défavorise la bonne gouvernance, la paix et la stabilité durable, le développement rural, l'éducation et la santé publique, ceux qui marque bien la faiblesse des hommes politique de l'État. Ceci explique bien que les relations familiales, amicales et ethniques sont plus importantes que des compétences. Enfin, les affectations au sein des institutions se font par rapport à la connaissance personnelle, les relations familiales et ethnique mais malheureusement pas par rapport de la compétence.

⁵ Les accords de Bonn consiste sur arrangements temporaire des établissements permanents de gouvernement afghane après la chute de régime des Taliban qui ont eu lieu le 5 décembre 2001 à Bonn pour régler l'avenir politique de l'Afghanistan.

Section IV - La pauvreté, le chômage et la corruption

La mauvaise gouvernance, la corruption, la pauvreté et le chômage sont des problèmes qui alimentent l'insécurité dans le pays. L'incapacité des hommes politiques à reconstruire un système judiciaire capable et indépendant pour garantir la primauté du droit cause la continuation de la corruption au sein de différentes institutions. L'État de droit reste lamentablement faible, de sorte que pour la plupart des Afghans, les impressionnantes garanties juridiques énoncés dans la constitution et dans différentes lois n'existent que sur le papier. Toutefois, la corruption est l'une des principales causes du problème de mal gouvernance.

La majorité des Afghans citent en premier lieu la pauvreté et le chômage comme principales causes du conflit qui touche le pays. *« Depuis 30 ans, les Afghans endurent d'énormes souffrances et la société afghane est dévastée. Des millions de personnes ont été tuées et plus encore forcées de fuir leurs foyers mais les responsables des pires abus vivent en toute impunité. Tous ces dommages sociaux, psychologiques et économiques ne pourront être réparés du jour au lendemain⁶ »*. De plus, la corruption reste toujours une principale préoccupation de la population, devançant même l'insécurité, selon un sondage contenu dans un rapport de l'office des Nations Unies contre la drogue et le crime publié récemment. La corruption est un élément quotidien de la vie des Afghans, révèle le rapport. Enfin, la corruption représente un impôt écrasant sur une population qui figure déjà parmi les plus pauvres du monde.

⁶ Nicolas Vercken « Oxfam France, Paris, le 18 /11 /2009 », Oxfam France est une organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté.

Section V - Les Taliban

Le passé récent de l'Afghanistan montre qu'aucune force politique ne pouvait se maintenir au pouvoir sans l'appui ou l'interférence de puissances étrangères. Le cas des Taliban est le plus représentatif de l'ingérence étrangère dans le pays. En fait, la prise de pouvoir par une faction d'origine rurale ayant une conception fondamentaliste traditionaliste en 1996 a mis la communauté internationale dans une situation difficile à l'égard d'un pays détruit par les conflits entre les différentes factions afghane suite à la retrait des Russes en 1979 et la fin de pouvoir communiste en 1992 dans le pays, alors que la population avait toujours besoin de l'aide internationale pour survivre. En effet, l'idéologie fondamentaliste des Taliban est un mélange de traditions, de religion et d'une vision ethnique. La majorité des militants des Taliban ont grandi dans les *madrasas* « écoles religieuse » pakistanaises, loin des villes et de la société moderne.

L'insurrection qui secoue actuellement le pays est soutenue par les Taliban, qui opèrent depuis leurs sanctuaires dans le territoire pakistanais en particulier dans les zones tribales entre les deux pays. C'est l'un des facteurs qui contribue à engendrer un État affaibli, ouvert à l'ingérence de puissances étrangères et en proie à des perturbations depuis plus d'une décennie. En fait, une partie des Afghans vivent dans la peur, ils savent qu'ils sont exposées aux déprédations des insurgés et que malheureusement les institutions de l'État ne peuvent ou ne veulent toutefois pas faire grande chose pour les aider.

Après l'invasion des forces de la coalition en 2001, les insurgés étaient complètement disparu. Cependant, l'un des premiers signes clairs de l'insurrection des militants *Talib* survient le 27 mars 2003 dans la province du Kandahar dans le sud du pays, tout juste une semaine après le début de l'invasion américaine en Irak.

Les Taliban n'ont toujours pas montré la moindre volonté de négocier et, en tant que mouvement fortement idéologique, il est peu probable qu'ils fassent des concessions sur une quelconque de leurs positions fondamentales, bien que pour des raisons tactiques toutefois ils puissent vouloir paraître moins extrémistes. À mon sens, tout accord de partage du pouvoir avec les Taliban ne survivrait probablement que le temps nécessaire pour qu'ils rassemblent leurs forces en vue de lancer une offensive pour conquérir la totalité du pouvoir. Je pense loin

d'apporter la paix dans le pays, le retour des Taliban sur la scène dans le cadre d'un accord, dans la courte durée pourrait redevenir le pays dans une intense rivalité armée entre des acteurs afghans soutenus par des puissances régionales comme le Pakistan, l'Inde, l'Iran et La Russie.

Les Taliban ne sont pas prêts à commencer des négociations car ils sont soutenus par l'armée pakistanaise et leur service secret et ils mènent toujours des attaques violentes contre les institutions afghanes gouvernementales et non gouvernementales, les institutions étrangères gouvernementales et non gouvernementales, les grands projets économiques et la population civile.

Section VI – Les contraintes géographiques et politiques internes

Les difficultés que connaît actuellement l'Afghanistan sont dans une large mesure le produit de sa situation géographique et politique complexe. En effet, les moyens de communication traditionnels « routes, aéroports » restent peu développés et dans une grande partie ils sont en cours de structuration. A l'heure où l'ouverture est devenue l'un des paradigmes majeurs du fonctionnement des sociétés, l'isolement est souvent perçu comme une notion négative sur les différents aspects : économique, social et environnementale. De plus, le fait de ne pas avoir accès à la mer oblige le pays du subir vis-à-vis des pays voisins pour les marchandises. En effet, l'inaccessibilité et l'enclavement de notre territoire est lié à un faible développement économique, puisque les nœuds routiers sont des moyens d'accès de communication et de transport qui permet de relier les lieux de consommation à ceux de la production.

La construction d'un État se réfère à un ensemble d'institutions politiques et administratives qui contrôlent ou s'efforcent de contrôler l'espace public au sein d'un territoire, en accomplissant des tâches d'extraction ou d'utilisation des ressources, de pénétration de la société et de régulation des comportements. De plus, un territoire peut être défini positivement par une expansion de sa puissance depuis l'intérieur et négativement par

les limites posées par l'autorité de puissances extérieures qui les entourent, ou par combinaison des deux. L'Afghanistan naît typiquement en tant qu'État tampon, pris dans l'étau de la rivalité qui existe au XIX^{ème} siècle entre les empires britannique et soviétique, mais aussi en partie définie par cet antagonisme. Ceci dit, aucune des deux parties n'a intérêt à ce que cette rivalité « le grand jeu » se transforme en guerre proprement dite, raison pour laquelle la création d'un État tampon apparaît comme une solution judicieuse. Ainsi, à la fin du XIX^{ème} siècle, les frontières de ce qui est aujourd'hui le pays ont été en grande partie fixées, bien que ce ne soit pas toujours à la satisfaction de tous et c'est l'un des grands enjeux toujours entre le Pakistan et l'Afghanistan.

Au départ, c'est un État dynastique qui prend d'abord la forme d'une confédération tribale sous Ahmad Shah Durrani en 1747 et ce système monarchique reste en place pendant deux siècles⁷. L'État afghan est devenu au fil du temps un État rentier, avec un budget excessivement dépendant de sources de recettes instables, telles que l'aide étrangère plus les revenus issus de la vente de ressources naturelles épuisables. En fait, dans les années soixante, 49 % des dépenses de l'État sont couvertes par l'aide étrangère. Ceci dit, les risques qui découlent de dépendance à l'égard de ces flux de revenus sont directement liés à leur instabilité et si les priorités des donateurs changent, les recettes de l'État risquent de baisser. Dans ce cas-là, il est peu probable que l'État soit en mesure de répondre aux attentes de la population, ce qui peut se traduire par une baisse de l'autorité de gouvernement, voire une véritable crise de légitimité. Toutefois si l'État veut surmonter cette situation, il devra alors faire preuve d'une force considérable, en s'appuyant sur la contrainte et d'autres formes de domination non légitimes, c'est-à-dire la raison de l'État pour survivre. Enfin, depuis l'époque, l'État afghan est fondamentalement un État faible et trop centralisé malheureusement. S'il est bien présent dans de nombreuses régions du pays, cette présence est pour l'essentiel passive et distante. Cependant, l'État a une présence faible voire pas du tout en dehors des grandes villes. En effet, l'environnement géopolitique de ce pays a été façonné dans une certaine mesure par, cet environnement géopolitique conflictuel.

⁷ Ahmad Shah Durrani né en 1722 à Multan au Pendjab et mort en 1772 à Kandahar fut l'empereur d'Afghanistan, émir de Khorasan, roi du Pendjab, roi du Sind, roi de Machhad, roi du Cachemire et le fondateur de la dynastie Durrani qui régna sur l'Afghanistan de 1747 jusqu'en 1772.

Chapitre II – Succès et échecs de la Coalition Internationale et perception de leur présence par la population afghane

Section I – Succès et échecs de la coalition internationale

Le 09 septembre 2001, l'assassinat du Commandant Ahmad Shah Massoud chef militaire de l'Alliance du Nord, le front qui se battait contre les Taliban par l'Al-Qaida, basée en Afghanistan, donne le signal aux attentats perpétrés aux États-Unis le 11 septembre contre le *World Trade Center* et le Pentagone. Suite à cet attentat meurtrier, le président américain George W. Bush a profité de deux résolutions (1368 et 1373) du conseil de sécurité des Nations unies pour légitimer l'intervention militaire en Afghanistan contre l'Al-Qaida et les Taliban. Les forces américaines et britanniques entament l'opération « Liberté immuable » contre les Taliban et Al-Qaida tout en soutenant l'Alliance du Nord dirigé par le Burhanuddin Rabbani et le successeur du Commandant Ahmad Shah Massoud le Maréchal Mohammad Qasim Fahim qui était vice-président de l'Administration du président Karzai.

Ce sont les Américains seuls qui détruisent les camps d'entraînement d'Al-Qaida basés en Afghanistan et qui aidèrent l'Alliance du Nord à libérer Kaboul, le 13 novembre 2001. La chute de la capitale signifia la déroute du régime obscurantiste du Mollah Omar, chef des Taliban de 1994 jusqu'à sa mort le 23 avril 2013. Il est proclamé « Commandeur des croyants » par ses partisans. Dont l'élite partit se réfugier dans le sanctuaire pakistanais. Ivres de ce succès rapide, les Occidentaux convoquèrent une grande conférence internationale sur le pays, qui se réunit à Bonn le 5 décembre 2001. Devant le monde entier, ils firent trois grandes promesses. Premièrement, celle de reconstruire le pays, deuxièmement, celle de le démocratiser et troisièmement, celle de le développer économiquement.

À Bonn, la décision fut prise que l'OTAN deviendrait le principal acteur de cette opération de *national building*. En effet, la force internationale d'assistance à la sécurité « FIAS » qui a été créé par une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, a placée sous l'égide de l'OTAN en 2003, elle a pour mission d'aider le gouvernement afghan à étendre son autorité, de mener des opérations de stabilité et de sécurité en coordination avec les forces de sécurité nationales afghanes et d'apporter des avis et un soutien à l'armée nationale afghane et les forces de la police pour en accroître les capacités et le champ d'action dans le pays.

Face à ces objectifs, la classique stratégie anti-insurrectionnelle n'a pas bien marché comme il fallait. À mon sens, faute de proximité culturelle, manque de coordination entre les forces de coalition et les forces de sécurité afghane, manque de confiance entre les deux forces voire les forces de la coalition entre elles, les forces de la coalition n'ont pas réussi de dissuader les insurgés ni à conquérir les cœurs et les esprits de la population, ni même à former une armée afghane capable de se battre toute seule, c'est-à-dire sans le soutien de l'OTAN aujourd'hui.

Fin décembre 2014, la mission de la force internationale de sécurité et d'assistance en Afghanistan, entamée en décembre 2001, s'est achevée après avoir progressivement transféré la prise en charge de la sécurité du pays aux forces afghanes alors que des combats intensifs continuaient dans les différentes régions de pays. Bien que les forces de sécurité afghane manquaient des moyens aériens, du soutien logistique, des moyens de communication, des pièces d'artillerie et des véhicules de cavalerie ni même les infrastructures qu'il fallait. Toutefois, les militaires afghanes se sont bien battu contre tous ces réseaux terroristes même quand ils perdaient plus d'une centaine de militaire par jour dans les années 2014 jusqu'au aujourd'hui.

Le premier octobre 2015, le Président Ashraf Ghani a signé l'accord de sécurité bilatéral, celui portant sur le statut des forces avec les États-Unis a ouvert la voie à un maintien de forces étrangères. Si l'OTAN continue toujours à exercer, dans le cadre de RS soit « *Resolute Support* », une mission de suivi à travers la formation, le conseil et l'assistance aux forces de sécurité nationale afghanes comme cela avait été convenu avec les autorités de ce pays lors du sommet de Lisbonne en novembre 2010.

L'échec de la coalition internationale devant ces groupes est d'autant plus marquant qu'ils ne possèdent ni chars, ni avions ou hélicoptères, ni même encore d'armes lourdes pour se battre, la plupart des combattants étant des gens illettrés qui ne disposent pas de solides connaissances en stratégie militaire ou sur les moyens utilisés par les forces de la coalition internationale. Tout cela a remis en question l'objectivité et la sincérité de cette intervention.

Section II – Perception de la présence étrangère par la population afghane

Suite aux événements qui se sont déroulés aux États-Unis le 11 septembre 2001, les Américains ont tenté de mobiliser leurs alliés et leurs partenaires dans le cadre d'une intervention en Afghanistan. Les autorités américaines ont affirmé que cette intervention avait pour objet d'éliminer les bases commanditaires des attentats, de défendre les Droits de l'homme, d'éliminer les menaces contre la paix et la sécurité internationale, mais également de stabiliser le pays en instaurant une démocratie.

Les Afghans attendaient de l'intervention militaire de la Coalition internationale la mise en place d'une stratégie globale en vue d'un changement positif profond de la société. Ils croyaient qu'une stratégie fondée sur les valeurs de la justice et de la liberté aboutirait à la refondation d'un État de droit et à l'établissement d'une démocratie. En effet, les événements du 11 septembre ont fournis une occasion sans précédente de modifier les règles dominantes et donné une opportunité aux Afghans de dessiner leur propre avenir sur les bases d'une conception politique moderne. Malheureusement, cet espoir s'est rapidement transformé en déception. Toutefois, il y a eu beaucoup de progrès dans le domaine de reconstruction, l'éducation, la santé, les médias, l'économie, récréation des administrations et des forces de sécurités afghane.

Une grande partie des Afghans pensent aujourd'hui que l'intervention militaire de la coalition internationale n'a servi qu'à justifier leur présence dans cette zone pour assurer leurs intérêts économiques et politiques contre d'autres puissances, notamment la Chine et la Russie. En effet, en raison des politiques menées depuis 2001 en Afghanistan, on ne peut en effet affirmer que les Américains avaient préalablement fixé une stratégie bien déterminée ou des objectifs clairs pour la création d'un État fort et responsable en Afghanistan. De plus, cette théorie relative à l'absence de réelle stratégie déterminée en Afghanistan se trouve renforcée par la faible motivation des Européens pour le pays et par la dégradation de la situation dans la région. Si tel n'était pas le cas, on peut alors se demander comment une superpuissance comme les États-Unis accompagnés de leurs alliés et partenaires internationaux, ne pourraient parvenir à maîtriser la situation dans un pays où, selon eux, quelques insurgés *Talib* menacent la paix et la sécurité internationale.

Section III- Les conséquences d'un abandon éventuel

L'Afghanistan a occupé une place importante toute au long de son histoire grâce à sa situation géostratégique mais notamment dans les années 1980 essentiellement due à la présence des Soviétiques dans le pays. Les Américains, avec l'aide de leurs alliés régionaux et internationaux se sont bien mobilisés contre le communisme en attribuant leur aide via le Pakistan pour les différentes factions afghanes qui se battaient contre les Soviétiques. Après le départ des Soviétiques, les Américains et leurs alliés ont abandonné l'Afghanistan alors que le pays n'avait pas les moyens de s'en sortir après une longue guerre destructrice. Cela prouve que les Américains sont venus en Afghanistan n'ont pas pour le bien de l'Afghanistan mais pour leurs intérêts géostratégiques face à la Russie, la Chine, au Pakistan et à l'Iran.

À cette époque, nous pouvons évoquer que la communauté internationale et notamment les Occidentaux ont été totalement oublié l'Afghanistan et ils ont commis une erreur à l'égard de ce pays alors que le monde entier savait que la population afghane s'était sacrifiée durant cet invasion pour la liberté de leurs pays, et méritait d'être accompagnée pendant un certain temps car seuls restaient la ruine et le chaos dans le pays notamment dans la capitale. Toutefois, cette situation aurait pu être évitée si les Nations Unies s'étaient engagées pour la mise en place d'un régime et d'empêcher la guerre civile qui a éclaté de 1992 à 1996 entre les factions de la résistance antisoviétique.

Malgré les progrès qui sont apparus pendant ces dix-sept dernières années dans les différents domaines. La situation reste toujours fragile et le gouvernement afghan n'est pas en mesure de faire face à l'instabilité croissante malgré la présence des forces de l'OTAN. Les grands problèmes sont : les réseaux terroristes et les Taliban, le manque du budget pour les administrations civilo-militaires, l'équipement pour les forces de sécurité afghane, les tensions ethniques dans le pays, l'ingérence des pays voisins et des puissances régionales. Cela dit, le pays a toujours besoin de l'aide de la communauté internationale, les organisations gouvernementaux et non-gouvernementaux, les forces de l'OTAN, soutien logistique et équipement pour les forces de sécurité plus la formation et conseille et enfin le soutien politique, militaire et économique américaine pendant au moins une dizaine d'années. Toutefois, à mon sens si la communauté internationale oublie et quitte le pays, la guerre civile serait malheureusement de retour et le pays deviendrait le centre de conflit régional voire même le sanctuaire pour les terroristes internationaux.

Chapitre III – L’action des pays voisins sur l’Afghanistan et les solutions de sortie de crise

Section I – L’action des pays voisins sur l’Afghanistan

L’Afghanistan dans son environnement régional se trouve face à des pays puissants avec des intérêts et stratégie plus ou moins différents. Ces pays ont une influence considérable sur les chefs locaux puissants dans le pays. En effet, pendant plus de quatre décennies de la guerre dans le pays, les pays voisins ont profité de jouer leur jeu au profit de leurs intérêts. De plus, certains de ces pays profitent de contribuer leur soutien aux différents factions qui se battent contre le gouvernement afghane et les forces de la coalition internationale présent dans le pays. Nous allons maintenant évoquer l’action et les relations de de ces pays sur l’Afghanistan.

Paragraphe I - L’Inde :

L’Inde est le pays qui n’a pas de frontière commune avec l’Afghanistan. Pour autant, l’Afghanistan appartient au périmètre de sécurité indien. L’Inde ne peut pas rester indifférente aux développements en cours, surtout si ceux-ci prennent une tournure négative. La question est d’autant plus importante qu’existe un continuum historique, on peut le faire remonter à la période coloniale, l’importance stratégique de l’Afghanistan résida son rôle protégeant de l’empire des indes d’une poussée russe vers ses frontières septentrionales. La création du Pakistan en 1947, en créant une discontinuité territoriale contribua à relativiser l’importance stratégique de l’Afghanistan pour l’Inde indépendante. Si l’existence de tensions entre l’Afghanistan et le Pakistan autour de la question pachtoune n’était pas pour déplaire aux Indiens, Nehru se garda bien de remettre en cause la légalité de la ligne Durand et de soutenir les revendications afghanes sur les zones pachtoune pakistanaises car cela aurait fragilisé la position indienne sur le Cachemire et sur le tracé de la frontière avec la Chine⁸. Cela dit, les liens avec la monarchie sous Zaher Shah, puis avec le gouvernement républicain de Mohamad Daoud Khan, furent cordiaux, à défaut d’être particulièrement étoffés.

⁸ Nehru est une des figures de proue de la lutte pour l’indépendance de l’Inde. Il devient le premier Premier ministre de l’Inde le 15 août 1947 jusqu’à sa mort en 1964.

Le déploiement de troupes soviétiques en Afghanistan à partir de décembre 1979 plongea New Delhi dans l'embarras du fait qu'il venait d'un pays avec lequel l'Inde avait développé des liens stratégiques, notamment depuis la signature en août 1971 d'un traité de paix, d'amitié et de coopération. Le gouvernement indien s'abstint de condamner l'Union soviétique dans des enceintes internationales jusqu'au retrait complet des troupes soviétiques.

En 2001, suite à l'invasion américaine en Afghanistan pour chasser le régime des Taliban et leurs alliés terroristes, l'Inde se montre prêt à collaborer avec ces forces afin de trouver son ancien allié dans la région qui est Kaboul. C'est pour cela que New Delhi commence à se montrer prêt pour commencer une bonne relation avec Kaboul ce qui est bienvenu par les autorités afghanes. Par la suite, L'Inde devient un des grands investisseurs en Afghanistan notamment en matière de construction. New Delhi insiste sur le fait que cette aide fut largement distribuée à travers des institutions afghanes dans le domaine économique. Le couronnement de la relation bilatérale dans la période post-Taliban fut la signature en octobre 2011, lors d'un déplacement d'ancien président afghan Hamid Karzai en Inde, du premier partenariat stratégique signé par l'Afghanistan avec un pays étranger.

L'Inde ne faisait pas partie de la cinquantaine de pays étrangers ayant contribué à la force internationale d'assistance et de sécurité, une présence qui aurait été assurément vécue comme une provocation par le Pakistan. D'ailleurs la contribution de l'Inde à l'amélioration de l'efficacité des forces de sécurité afghane en formant les officiers afghans dans les centres de formation indienne à provoquer le Pakistan. De plus, le Pakistan est contre tous types d'attribution d'aide, présence des institutions gouvernementales et non gouvernementales indienne et les bonnes relations entre les deux pays mais toutefois, l'Afghanistan entretient de l'excellente relation avec l'Inde et l'Inde est la deuxième partenaire stratégique afghane après les États-Unis d'Amérique.

Paragraphe II - Le Pakistan :

Le Pakistan partage une frontière de 2 640 kilomètres et une multiplicité de liens historiques, culturels et ethnique avec l'Afghanistan. Ce pays est depuis plusieurs décennies un sanctuaire pour les forces d'opposition au régime en place à Kaboul. L'Afghanistan est aussi largement dépendant du Pakistan pour son désenclavement. Le Pakistan considère qu'il a des intérêts fondamentaux à défendre en Afghanistan et que son aval est donc nécessaire à toute sortie de crise.

Si nous regardons d'un point historique, les relations entre les deux pays ont toujours été tendues. En fait, à la veille de la partition du sous-continent indien le gouvernement afghan demanda aux autorités britanniques la possibilité de refuser le rattachement des zones tribales à l'Inde ou Pakistan. De plus, le 30 septembre 1947, l'Afghanistan est le seul état à voter contre l'adhésion du Pakistan à l'organisation des Nations-Unies, ce qui donnera lieu à des relations tendues pendant longtemps. Enfin en 1949, le parlement de Kaboul adopta une résolution rejetant la validité de tous les traités et accords conclus entre le gouvernement afghan et l'Inde britannique et institua une journée du Pachtounistan célébrée officiellement tous les 31 août jusqu'à l'arrivée des Taliban au pouvoir. Les liens diplomatiques furent même suspendus en 1961 et ne furent rétablis qu'après le départ de président Daoud Khan.

L'invasion soviétique en Afghanistan fit du Pakistan un pays de la ligne de front. En fait, les autorités pakistanaises profitent bien de cette situation et soutiennent les leaders du mouvement afghan grâce aux soutiens économiques et militaires américains et saoudiens. De plus, avec le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan en février 1989, le Pakistan avait obtenu enfin un succès dans sa relation depuis son indépendance et commença à intervenir dans les affaires afghanes. C'est à ce moment-là que ce pays jouait un rôle important au sein de la politique afghane notamment sous les Taliban alors que l'Alliance du Nord dirigé par l'ancien Président Burhanuddin Rabbani et son chef militaire le Commandant Ahmad Shah Massoud était toujours contre la politique pakistanaise et se battait contre le régime des Taliban.

Depuis l'invasion américaine en 2001, les relations entre le Pakistan et l'Afghanistan sont de plus en plus compliquées car le Pakistan héberge les centres pour les Taliban et les réseaux terroristes internationaux sur son territoire. Ces insurgés *Talib* et ses alliés terroristes planifient et mènent leurs opérations depuis ce territoire sur le sol afghan. De plus, le Pakistan interfère dans les affaires afghanes grâce à ses pions au sein des institutions gouvernementales mais surtout ce pays soutient toujours les Taliban et les autres réseaux terroristes qui se battent contre les forces de sécurité afghanes et leurs alliés internationaux présents sur le sol afghan.

En gros, les objectifs suivis par le Pakistan dans la question afghan sont : le Pakistan doit être toujours un élément essentiel de tout règlement politique en Afghanistan pour garantir la prise en compte de ses intérêts nationaux, le retour de plus d'un million des réfugiés afghans qui se sont installés depuis l'invasion soviétique sur le sol pakistanais, l'exclusion de l'influence indienne voire suspension des relations entre le New Dehli et Kaboul, l'installation d'un gouvernement amical à Kaboul et selon aux celui-ci ne peut pas être atteint dans une configuration politique excluant les Taliban et enfin celui de la promotion de ses intérêts économiques selon le principe que la meilleure protection contre un Afghanistan hostile est le développement d'une interdépendance.

Paragraphe III - La Chine :

Historiquement, la République populaire de Chine a entretenu des relations distendues avec l'Afghanistan. Elle est séparée par une frontière étroite, de moins de 80 km. Les relations diplomatiques ont été établies en 1955, mais à la suite de l'invasion soviétique la Chine a suspendu ses relations avec Kaboul jusqu'à l'invasion américaine en 2001.

Pour la Chine les questions de sécurité se situent au premier rang des défis posés par l'Afghanistan au régime chinois. Ces enjeux sécuritaires se situent au niveau bilatéral, régional et global de la Chine. De ce fait, le défi posé par le risque de déstabilisation qui pèse sur l'Afghanistan et les conséquences de cette déstabilisation au niveau régional, et plus encore sur la situation dans la province chinoise du Xinjiang. Cela dit, la Chine est directement intéressée aux évolutions de la situation afghane. La Chine souhaite en effet une stabilisation de la situation en Afghanistan, pour des raisons de sécurité qui la touchent directement. Toutefois, consciente de son incapacité à remplir le vide laissé par le départ des forces occidentales, elle s'est longtemps montrée réticente à s'engager plus avant en Afghanistan. Par ailleurs, en ce qui concerne les investissements, la Chine est aujourd'hui le premier investisseur en Afghanistan, en raison des projets conçus autour de la mine de cuivre d'Aynak⁹.

Enfin, la présence américaine aux frontières de la Chine pose un défi pour ce pays qui est de plus en plus en concurrence dans le domaine économique-militaire avec les États-Unis. Mais, elle est en même temps consciente des conséquences du retrait de ces troupes qui pourrait déstabiliser l'Afghanistan voire même la région.

⁹ Mes Aynak est un site de mine de cuivre dans la province de Logar situé à 35 km au sud de Kaboul.

Paragraphe IV- L'Iran

Malgré l'appartenance commune de la même langue en Iran et en Afghanistan, les relations sont d'abord déterminées par des facteurs politiques, économiques et de sécurité. Les deux pays ont hérité d'une culture, d'une histoire et d'une langue commune. L'histoire des relations entre les deux pays est marquée par les revendications territoriales de la Perse sur la région afghane d'Hérat. Ce n'est qu'en 1857, avec le traité de Paris que la Perse reconnaît l'Hérat comme appartenant à l'Afghanistan. En plus, dans les années 1870 se pose pour la première fois la question de l'utilisation des eaux du fleuve d'Helmand, question qui reste plus de 100 ans un des principales sources de discorde entre les deux pays. Un accord est signé en 1939, qui prévoit le tracé de la frontière au centre du fleuve et un partage équitable des eaux mais par la suite l'Afghanistan ne ratifie pas l'accord. Cela dit, l'absence d'accord pose toujours un problème entre les deux pays. Malgré cela, jusqu'en 2001, les tensions restent fortes entre les deux pays, notamment du fait du traitement réservé à la minorité chiite par les Taliban.

L'Iran a une influence considérable sur la communauté chiite en Afghanistan qui compte environ 18% de la population afghane. Cela dit, c'est un atout important pour jouer son rôle en Afghanistan. De plus, l'Iran a profité de quatre décennies de guerre dans le pays suite à l'invasion soviétique pour trouver ses pions qu'il a eu dans le pays.

En 2001, à la suite de l'invasion par la communauté internationale et la chute des Taliban, les relations entre les deux pays s'améliorent. Les objectifs de l'Iran d'intégrer l'Afghanistan dans un réseau favorisant un débouché commercial des États enclavés d'Asie centrale par le territoire iranien sont compatibles avec les intérêts de la communauté internationale. Cela explique pourquoi l'Inde, la Chine et la Russie sont favorables à un plus grand rôle joué par l'Iran en Afghanistan notamment pour la recherche d'une solution régionale au conflit afghan. Toutefois, Téhéran est préoccupé par le risque d'un retour des Taliban au pouvoir, mais aussi par la présence des États-Unis et de leurs alliés à quelques kilomètres de ses frontières. Cela dit, Téhéran tire profit des sentiments anti-occidentaux d'une partie de la population en raison de ces relations tendues avec l'Occident notamment des Américains, tout en protégeant la communauté chiite et certains réseaux d'insurrection pour contrer les actions des alliés dans le pays.

Paragraphe V- La Russie

Parmi les acteurs régionaux, bien que ce pays n'a pas de frontière commun avec l'Afghanistan mais ce pays reste toujours un acteur incontournable. La Russie a toujours manifesté beaucoup d'intérêt pour ce pays avec lequel elle a noué des relations diplomatiques dès l'indépendance en 1919. Cela dit, depuis Moscou et Kaboul entretiennent une étroite collaboration économique et militaire. En effet, en avril 1978, le président afghan Mohammed Daoud Khan est renversé et tué par un groupe de militaires favorable à l'URSS. Mohamad Taraki lui succède et commence à faire des réformes dans plusieurs secteurs tout en supprimant les hommes politiques contre la politique communiste dans le pays. L'adoption des réformes communistes suscite une forte opposition au régime, en particulier chez les islamistes encouragé par les États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Pakistan. Après l'élimination du président Taraki par un coup d'état Hafizullah Amin lui succède et comme l'insurrection gagne une bonne partie du pays alors le pouvoir centrale demande du soutien de l'URSS et alors l'armée rouge intervient en faisant traverser la frontière en décembre 1979. Cette intervention soulève une grande partie de la population contre l'armée rouge et le gouvernement centrale afghane. Cela dit, après dix années du combat sanglant c'est alors que les troupes soviétiques quitteront l'Afghanistan en février 1989, laissant derrière elles des milliers de morts et une insurrection qu'ils n'ont jamais réussi à éliminer.

Après l'invasion occidentale à la fin de l'année 2001 en Afghanistan, Moscou a commencé à normaliser ses relations avec Kaboul tout en fournissant des matériels militaires comme fournissement des vingt mille fusils d'assaut Kalachnikov fournis à Kaboul afin de lutter contre l'insurrection menée par les Taliban. Moscou a des bonnes relations économiques avec Kaboul, il est pour la stabilisation de l'Afghanistan mais toutefois il se méfie de la présence occidentale notamment américain pas loin de ses frontières. Cependant, Moscou est pour un retrait des Occidentaux de la région après la stabilisation du pays. Toutefois il a des doutes sur le franchise des actions occidentales dans le pays.

Section II – Les solutions de sortie de crise

La société afghane est en quête de respect et d'idées positives du changement. Malgré la rigidité des traditions, il existe des éléments qui permettent de trouver des solutions appropriées avec les acteurs locaux. D'un côté, la société afghane est réticente à l'imposition de solutions exogène ; de l'autre, elle demeure ouverte à la négociation et à la réconciliation à condition d'être pleinement associée à une entreprise de modernisation, tenant compte des valeurs et règles dominantes, faisant l'effort de connaître l'art local de la négociation, sans omettre de traiter avec des personnalités locales influents et d'associer des figures clés.

Négocier, trouver des arrangements ou compromis, se réconcilier parfois, font généralement partie des caractères des sociétés tribales et de la société afghane en particulier. Il est donc déconseillé d'exclure certains groupes d'un processus de négociation ou de réconciliation. Car l'exclusion ou l'enfermement de la négociation et la réconciliation par le gouvernement afghane pourrait renforcer et consolider la position des adversaires et opposants à la stratégie suivie dans la société. En fait, au départ, le régime communiste afghan et ses alliés russes avaient commis l'erreur de marginaliser les principaux acteurs de la société traditionnelle afghane, en imposant leur propre modèle de société sans prendre en compte la crédibilité de leur projet. Cela dit, dans un régime démocratique, il est de la responsabilité des gouvernants et des élites de faire entériner les choix de société par un dialogue large et sans exclusive avec l'ensemble des courants de pensée, afin de les convaincre de la crédibilité des valeurs et des projets censés assurer un meilleur avenir au pays.

Les menaces qui pèsent sur l'Afghanistan doivent être identifiées de façon rigoureusement réaliste, il convient d'y faire face à partir d'une position de principe fondée sur les dispositions de la Charte de l'ONU, les règles de droit international et les normes de la communauté internationale pour pouvoir résoudre ces problèmes à long terme. L'Afghanistan est instable, et les conflits et la violence menacent constamment la sécurité. Les priorités en matière de sécurité et de stabilisation via la stratégie nationale de développement sont cruciales à prendre en compte. Le renforcement de la gouvernance démocratique pour promouvoir la bonne gouvernance au niveau national couvrant la formation des dirigeants, la réforme de l'administration, les améliorations de la prestation de services et les mécanismes de responsabilité.

Conclusion

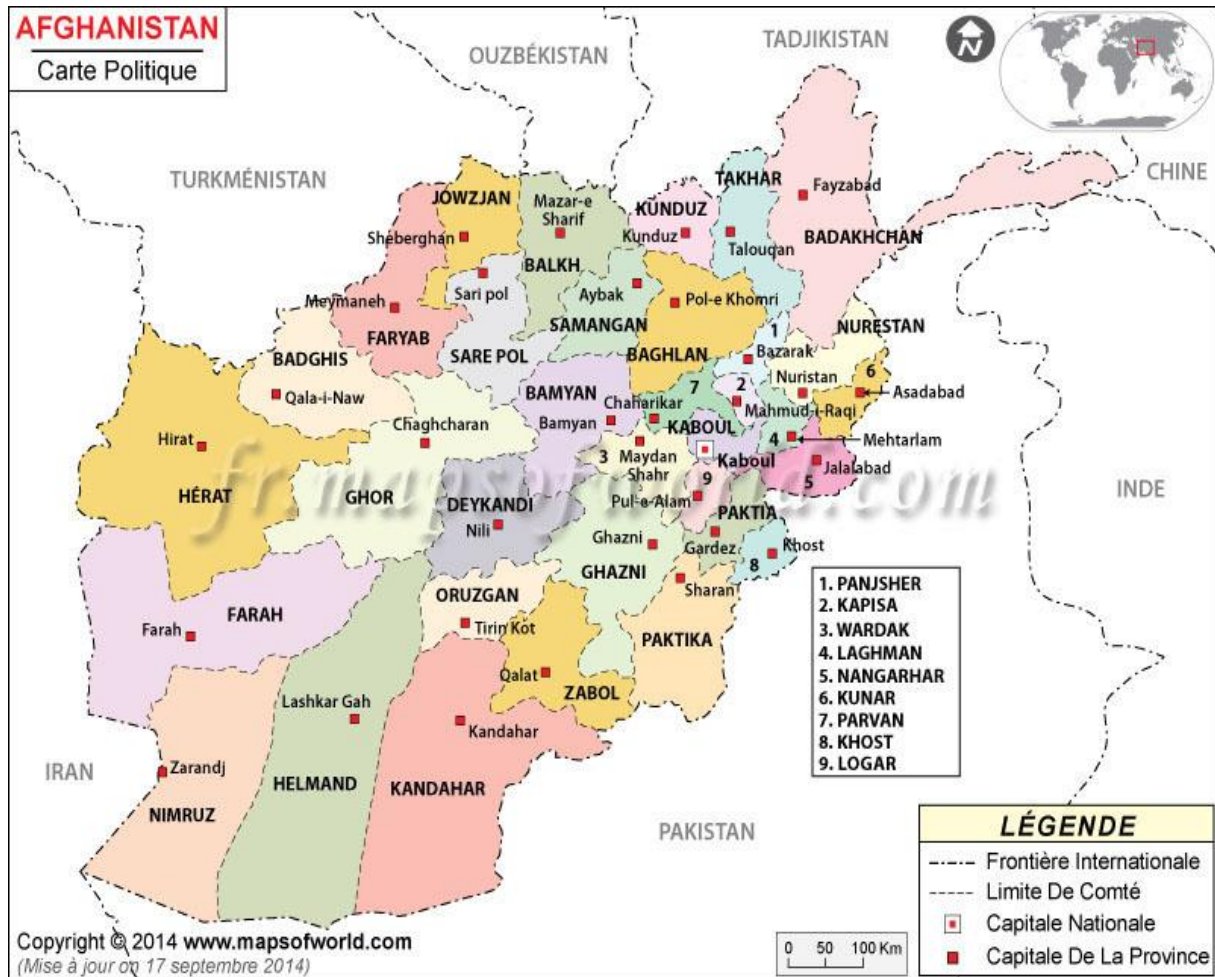
Les difficultés que connaît toujours l'Afghanistan sont en gros le produit de son histoire tourmentée et de sa situation géographique complexe. En effet, ce pays, davantage que beaucoup d'autres États, est victime de son histoire et de sa géographie. Ces facteurs ont contribué à engendrer un État affaibli, ouvert à l'ingérence des puissances étrangères. De plus, au cours des quarante années qui ont suivi le coup d'État communiste puis dans la foulée l'invasion soviétique en décembre 1979, le pays a subi l'influence de force politique et idéologiques sur lesquelles le peuple n'avait absolument aucun moyen de contrôle. Si l'invasion soviétique a fait de ce pays un terrain d'affrontement pendant la guerre froide, l'effondrement de l'union soviétique et la fin de la guerre froide en a fait un nouveau théâtre de rivalité, cette fois entre des acteurs régionaux déterminés à ceux que leurs rivaux ne prennent pas pied sur les contreforts de l'Hindou Kouch. Cependant rappelons-nous que pendant près de cinquante ans avant le coup d'état communiste en 1978, ce pays était sans doute le pays le plus pacifique du continent asiatique. Ce qui révèle la crise actuelle, c'est en grande partie les conséquences de l'intervention soviétique.

L'invasion américaine en novembre 2001 est une guerre inscrite dans le but du renverser le régime du Taliban, de capturer Oussama ben Laden et détruire l'Organisation Al-Qaida qui possédait des bases dans le pays, suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique. Cela dit, l'absence d'une stratégie globale et déterminée venant de la coalition internationale a empêché la naissance d'un changement constructif dans le pays. En plus, négliger les traditions ethniques, religieuses et culturelles afghanes était, une autre erreur commis par les occidentaux. Enfin, l'absence d'une stratégie déterminée pour en finir avec les Taliban et leurs alliés était une autre erreur qu'il ne fallait pas commettre.

À court terme, la solution de sortir de la crise qui dure depuis l'invasion soviétique ne viendra pas de l'État puisqu'il n'a pas de poids sur l'ensemble de territoire. Cela dit, depuis 2001 il y a eu vraiment beaucoup du changement dans le domaine politique, économique, militaire, culturelle et les média dans le pays et la communauté internationale doit absolument soutenir le gouvernement afghan pour que le pays ne retourne plus en arrière. De plus, pour éviter un effondrement du pays et le retour des Taliban et leurs alliés terroristes qui sont installé actuellement dans les zones tribales entre l'Afghanistan et le Pakistan. Enfin, la déstabilisation du pays peut avoir des conséquences sur la déstabilisation complète de la région.

Annexes

Annexe I : La Carte politique d'Afghanistan



Annexe II : La carte d'Afghanistan avec les zones contrôlés par l'État et les zones contrôlés par les Taliban



Annexe III : La photo d'entraînement des militants *Talib* en hiver



Annexe IV : Les militants de Daech en Afghanistan



Bibliographie et sources

A – Les Ouvrages

- Dominique Lagarde, *Afghanistan en finir avec la guerre ?*, éd. L'Express ; 28 juin 2010, Paris.
- Ahmed Rashid, préface d'Olivier Roy, *L'ombre des Taliban*, éd. Autrement, 24 octobre 2001.
- François Lafargue, *Opium, pétrole et islamisme – la triade du crime en Afghanistan* éd. Ellipses Marketing, Paris, 22 février 2003.
- Ahmad Seyar Mahjoor, *L'Afghanistan en transition, une approche politique*, éd. L'Harmattan, 17 juin 2013.
- Jeffery J.Roberts, *The Origins of conflict in Afghanistan*, éd. Praeger Publishers Inc, West port, United States, 30 décembre 2003.
- Jean-Charles Jauffret, *Afghanistan 2001-2010- Chronique d'une non victoire annoncée*, éd. Autrement, 20 mars 2010.
- Gilles Boquérat, *L'Afghanistan dans son environnement régional - acteurs et stratégies nationales*, éd. l'Harmattan, 01 février 2016.
- Abdul Naim Asas, Préface d'Emmanuel Caulier, *Les enjeux stratégiques de l'Afghanistan*, éd. l'Harmattan, 01 décembre 2013.
- Patrick Dombrowsky et Simone Piernas, *Géopolitique du nouvel Afghanistan*, éd. Ellipses Marketing, 03 septembre 2005.
- Olivier Hubac et Matthieu Anquez, *L'Enjeu Afghan la défaite interdite*, éd. André Versaille, 03 février 2010.
- Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane, des communistes aux Taleban*, éd. Karthala, 09 juin 2000.
- Olivier Weber, *Le faucon afghan - Un voyage au pays de Talibans*, éd. Pocket, 02 Mai 2002.
- Kacem Fazelly, Préface Michael Barry, *L'AFGHANISTAN, du provisoire au transitoire : Quelles perspectives ?*, éd. Asiatheque Maison Langues du Mand, Octobre 2004.

B – Revues

- Frédéric Bobin, « Les Talibans nomment un gouvernement intérimaire après s’être emparés de Kaboul », *in Le Monde*, 28/09/1996.
- Antoine Giustozzi, « Comment les Talibans regagnent le terrain », *in Alternatives internationales*, n°39, juin 2008.

Tables des matières

Introduction.....	7-8
--------------------------	------------

Chapitre I – Les divers problèmes de sécurité et Afghanistan

Les origines.....	9-10
L’identité traditionnelle afghane.....	11
La faiblesse de l’Etat.....	12
La pauvreté, le Chômage et la corruption.....	13
Les Taliban.....	14-15
Les contraintes géographiques et politiques internes.....	15-16

Chapitre II – Succès et échec de la Coalition Internationale et perception de leurs présence par la population afghane

Succès et échecs de la coalition internationale.....	17-19
Perception de la présence étrangère par la population afghane.....	19
Les conséquences d’un abandon éventuel.....	20

Chapitre III – L’action des pays voisins et les solutions de sortie de crise

L’action des pays voisins sur l’Afghanistan.....	21
L’Inde.....	21-23
Le Pakistan.....	23-24
La Chine.....	25
L’Iran.....	26
La Russie.....	27

Les solutions de sortie de crise.....	28
Conclusion.....	29
Annexes.....	30-32
Bibliographie, sitographie.....	33-34